

Après cet acte de destruction, nous avons repris le chemin de Guadalajara.

Notre retour n'a été signalé par aucun incident, si ce n'est la rencontre de deux nouveaux pendus, deux officiers de Tovar, un général allié. Ils étaient tombés entre les mains de Gutierrez qui les avait pendus sans autre forme de procès, selon son habitude.

Ces malheureux, depuis plus d'un mois qu'ils étaient exposés nus au soleil, étaient pour ainsi dire momifiés. Comme ils étaient pendus très près de terre, toute la partie inférieure du corps avait été mangée par les renards ou les chiens.

L'accueil qui nous a été fait à notre retour à Guadalajara n'a été rien moins que chaleureux; d'abord parce que nous avions trompé les espérances conçues à notre départ, et aussi parce que pendant notre absence l'évêque était venu reprendre possession de son siège épiscopal.

A vous.

H. L.

XLV

Guadalajara, dimanche 10 avril.

J'ai eu raison de m'y prendre à l'avance pour vous écrire, car je viens de recevoir l'ordre de partir

demain matin avec une colonne qui va battre le pays et qui restera sept ou huit jours dehors.

Je comptais avoir près d'une semaine devant moi, et voulais écrire à beaucoup de monde. Mes projets sont renversés, et je vais être obligé de me borner à vous, et encore d'écourter ma lettre, que j'avais commencée avec l'intention de m'étendre et de vous faire bien apprécier notre position au Mexique.

Il faut vous dire que notre plus dangereux écueil, et celui sur lequel nous venons toujours échouer, est d'être arrivés ici à la remorque d'un parti.

Nous avons affiché un programme libéral, et pour le mettre à exécution, nous employons des instruments réactionnaires qui ne veulent à aucun prix de notre programme.

Cette manière d'agir a pour double résultat d'éloigner de nous les libéraux, et de nous mettre en guerre ouverte avec lesdits instruments du parti clérical et réactionnaire.

Le général Douay avait été prévenu du retour de l'évêque; il avait en partant donné des ordres au commandant de place pour qu'il fût reçu avec les honneurs rendus aux évêques en France.

Les troupes étaient sous les armes à neuf heures. Sa Grandeur devait arriver à dix heures. A une heure de l'après-midi, pas d'évêque.

Le commandant de place, avec juste raison, renvoie les troupes qui pendant quatre heures avaient été exposées aux ardeurs du soleil.

L'évêque arrive à six heures du soir, ayant laissé passer à San Pedro, à trois kilomètres d'ici, la plus

grande chaleur, bien entendu sans se donner la peine de faire avertir.

L'absence des troupes à son entrée l'a indisposé, ou plutôt a indisposé son entourage, car c'est un vieillard de quatre-vingts ans qui n'a plus de volonté à lui. Son entourage est dirigé par une espèce d'aï-grefin à l'air papelard, qui veut faire passer lui et l'Église pour martyrs, qui n'oppose ouvertement que la force d'inertie, et qui, en dessous, travaille, malheureusement avec succès, à tout changer.

Dès son arrivée, il s'est entendu avec le préfet politique, créature de la régence, et particulièrement d'Almonte, nommé par lui, et installé par le général Bazaine, lors de son séjour à Guadalajara.

Ce préfet sort on ne sait d'où, et n'est nullement connu dans le pays, si ce n'est par les tendances rétrogrades qu'il a manifestées.

En même temps que le préfet, le général Bazaine installait tous les autres pouvoirs; il nommait commandant militaire à Tepatitlan, petite ville à dix-huit lieues d'ici, sur la route de Lagos, un certain Castellanos; commandant de gendarmerie mexicaine à Guadalajara, un nommé Savignon, qu'il trainait avec lui depuis Mexico; et enfin beaucoup d'autres.

Or, il arrive qu'un beau jour, avant notre départ, sur la dénonciation des habitants de Tepatitlan, on arrête le sieur Castellanos comme chef de bandits; on lui attribuait des assassinats, des vols et des viols en quantité.

Cet homme arrive à Guadalajara et est remis entre les mains du préfet politique, qui vient trouver le

général Douay au milieu de toutes ses préoccupations militaires.

Il présente au général les méfaits de Castellanos comme des peccadilles, et demande sa mise en liberté qui est accordée.

Mais par malheur voilà que ce Castellanos, à l'état libre, est reconnu par un de ses ennemis, le général Tovar, commandant des troupes à notre solde.

Celui-ci, qui connaissait toute l'affaire, le fait de nouveau arrêter, et écrit au général Douay que Castellanos a donné quatre mille piastres (20,000 francs) pour recouvrer sa liberté.

Etaient compromis dans cette affaire d'abord le préfet politique et son secrétaire Vigas; le commandant de gendarmerie Savignon, et encore un autre.

Ceci se passait le 13, veille de notre départ.

Le général Douay, en partant, laissa l'ordre d'arrêter Savignon et Vigas. Le premier avoue tout de suite qu'il a reçu soixante-dix piastres pour changer Castellanos de prison. Il ne peut en dire davantage, mais il sait qu'il y a eu beaucoup d'argent donné.

On instruit l'affaire de Castellanos qui, condamné à mort, n'a voulu rien dire.

Il a adressé au général en chef un recours en grâce dont on attend la réponse.

Si, comme je l'espère, elle est affirmative, il fera des aveux.

Quoi qu'il en soit, de l'instruction de Castellanos il résulte que l'on a des preuves matérielles de la culpabilité de Savignon, et des preuves morales de celle du préfet et de son secrétaire.

Il était bien naturel que le clergé trouvât un appui dans cette autorité civile.

Le premier acte de l'évêque a été, avec le consentement du préfet, d'abolir le mode actuel d'instruction.

Avant l'arrivée des libéraux au pouvoir, le clergé avait le monopole de l'instruction publique, aussi bien pour le droit, la médecine et les sciences, que pour les lettres. Il fallait, avant de se livrer à une étude spéciale, être bachelier ou docteur en théologie. On prenait ensuite pour la médecine et le droit des inscriptions d'un taux exorbitant, et dont le montant revenait au clergé.

Cette belle organisation portait le titre d'Université.

Le gouvernement de Juarez a changé tout cela : il a formé l'Institut, c'est-à-dire un mode d'instruction calqué sur celui de la France.

La théologie était alors regardée comme inutile pour faire un avocat et un médecin ; en outre le prix des inscriptions était réduit à la mesure d'un impôt insignifiant.

Les choses ont marché sur ce pied nouveau jusqu'au jour de l'arrivée de l'évêque.

Le lendemain l'Institut était supprimé et l'Université rétablie, et cela sans que l'autorité française en fût le moins du monde informée.

Alors grand émoi parmi les étudiants et leurs parents : une députation vient trouver le général Douay à son retour pour lui demander justice.

Le général aurait dû ordonner le maintien de l'Institut, en référer à Mexico, et attendre la réponse.

Mais il est tellement ennuyé d'avoir toujours à lutter sans être soutenu par l'autorité supérieure, qu'il a envoyé promener tout le monde, se bornant à rendre compte à Mexico, où l'on trouvera probablement que le clergé a raison.

Ce bon et doux clergé n'ose pas encore s'attaquer ouvertement à nous ; mais cela ne tardera sans doute pas ; en attendant, il nous joue de petites niches.

Après avoir remis en vigueur le règlement qui défend de monter à cheval ou d'aller en voiture pendant la semaine sainte, il a trouvé de très mauvais goût que la musique jouât sur la place le jour du mercredi saint. Cette musique et celle du dimanche sont les seules distractions de toute la ville de Guadalajara.

Aussitôt qu'on commençait un morceau, toutes les cloches de la cathédrale étaient en branle. Cependant comme notre musique tenait bon, la patience de ses adversaires s'est lassée, et trois grosses pierres ont été lancées on ne sait d'où sur les musiciens, probablement du haut des tours de l'église. Une de ces pierres a atteint un musicien, et l'a grièvement blessé.

Depuis ce temps, la musique est supprimée, et nous sommes privés de notre seule distraction.

De tout cela, comme vous le comprenez facilement, les libéraux se frottent les mains.

D'un autre côté, nous venons d'apprendre que tous les vols commis sur l'achat des uniformes des troupes de Marquez viennent afin d'être prouvés.

On fait passer au conseil de guerre le chef d'état-major de Marquez, le colonel Facio, connu depuis si

longtemps comme un infâme voleur, et que le maréchal Forey a décoré de la croix d'officier de la Légion d'honneur; l'intendant Peña et cinq autres.

Le général Bazaine, malgré son désir de laisser aller les choses, et de ne pas faire de scandale, n'a pu résister au torrent.

Chavez, chef de brigands réactionnaire, que le général en chef a nommé, comme je crois vous l'avoir dit, préfet politique de Aguas Calientes, vient, à ce qu'il paraît, de voler et d'assassiner sur une grande échelle. Il va passer devant une cour martiale.

Vous voyez d'après ces quelques exemples quel triste rôle nous jouons ici, et quelle organisation nous établissons.

Lorsque depuis si longtemps moi et tant d'autres prévoyions ce qui arrive, il est vraiment incroyable que l'aveuglement qui a présidé à toute cette guerre du Mexique persiste encore.

Si vous vous rappelez mes premières lettres, quand j'ai vu les troupes de Marquez, je vous ai tout de suite dit que la première chose à faire était d'organiser ces troupes à la française.

Mais pour ne pas blesser l'amour-propre de ces gens-là, et particulièrement de M. Almonte, on n'a pas voulu s'y résoudre.

On a tenu à relever l'armée mexicaine à ses propres yeux en donnant, avec connaissance de cause, la croix d'honneur à des voleurs.

Le résultat de ces errements détestables se laisse voir aujourd'hui.

Au lieu d'avoir une armée alliée, organisée comme

nous aurions pu le faire, et sur laquelle nous aurions pu compter, nous n'avons que des bandes de brigands qui ne sont capables que d'exploiter les grands chemins. Toutes les fois qu'on veut les diriger vers l'ennemi, ils refusent carrément.

Marquez, qui est à Morelia, et qui sur ses états de solde porte 6,000 hommes, a toujours refusé d'occuper Zamora avec un bataillon parce que, disait-il, il n'avait pas assez de monde. Cette raison est vraie; je crois qu'il n'a pas plus de deux mille hommes.

Miramón, que l'impératrice croit à la tête d'une division de dix mille hommes, est resté à Guadalajara pendant plus de trois mois, ayant en tout recruté cent cinquante à deux cents hommes. Il est vrai qu'il avait cinq ou six cents officiers touchant tous la solde du Mexique, bien supérieure à la nôtre.

Cette petite plaisanterie de généraux alliés, voleurs et chefs de brigands, nous coûte trois millions par mois qui sont inscrits au budget mexicain.

Quand ce pauvre Maximilien, s'il vient, va voir la somme que nous lui réclamons pour l'armée que nous lui présenterons, c'est le cas de le dire, il aura un fameux coup de soleil.

Et notez bien que le jour où il voudra régler les Lozada et autres, ils l'enverront promener, et continueront à tenir le pays du haut de leurs sierras.

Du reste, nous tous qui sommes ici, et qui déplorons les mensonges que l'on fait dire aux journaux, nous ne croyons guère à l'acceptation de Maximilien, après les dispositions que les Chambres ont montrées à l'égard du Mexique.

Pour faire quelque chose dans ce pays, il faudrait d'abord changer de voie radicalement; mettre le clergé de côté, et se rapprocher du parti libéral; ensuite licencier toutes ces bandes de voleurs et de brigands que nous avons à notre solde; si elles ne veulent pas se licencier, les combattre et les poursuivre à outrance, pour arriver enfin au système de Santa-Anna, le seul capable de produire des résultats.

Pour atteindre ce but, il faut que le corps expéditionnaire français, *augmenté encore de quinze à vingt mille hommes*, reste ici au moins trois ans tout entiers. Alors chaque année on pourrait en retirer un cinquième ou un sixième.

Enfin, et ce n'est pas la moins importante des conditions, il faut que Maximilien arrive ici avec un emprunt d'au moins un milliard et demi, car si nous occupons quelques capitales, il faut bien dire que nous ne pouvons pas percevoir plus que le dixième ou le douzième de tous les impôts du pays.

Vous voyez que plus nous allons, plus je deviens exigeant pour les moyens propres à faire quelque chose.

C'est que plus nous allons, plus nous nous embourbons dans la mauvaise voie, et ce qui était facile lors de notre entrée à Mexico est devenu aujourd'hui très difficile, sinon impossible.

Pourquoi faut-il que des gens éclairés, que des gens honorables, dévoués à leur pays comme le sont tous les officiers français du corps expéditionnaire, n'aient pas été crus dans leurs appréciations, et qu'on ait accordé toute confiance aux dires intéressés d'un Almonte et d'un Saligny?

Si vous saviez combien le dégoût et l'ennui nous accablent, vous nous plaindriez d'autant plus que nous sentons mieux que vous encore combien cette guerre est désastreuse pour la France et pour le gouvernement.

Ce que je vous écris est notre conversation de tous les jours. Cependant je ne m'ouvre aussi complètement qu'à vous, car il est inutile de se compromettre pour des choses que l'on ne peut empêcher. Dites-moi dans votre réponse si cette lettre vous est arrivée intacte, et faites attention s'il ne vous manque pas de numéros dans la série.

Si, comme on le dit, la police ouvre les lettres, et qu'elle lise celle-ci, qu'elle en fasse son profit. Je serais heureux de perdre toutes les chances d'avenir qui me restent encore, si cette lettre pouvait enfin faire ouvrir les yeux sur la véritable situation.

On vient de former une compagnie franche pour la sécurité des routes : cette compagnie est appelée à faire un service très dur, et peut être d'une grande utilité.

Connaissant tout le pays dans lequel elle doit opérer, me rendant bien compte du but qu'elle doit atteindre, j'espérais bien la commander, et tout en sachant que cela ne me rapporterait rien, j'en avais demandé le commandement.

Mon chef d'état-major m'a fortement appuyé, a fait ressortir auprès du général Douay les qualités qu'il fallait pour commander cette compagnie, qualités que je possède; malgré cela, le général a refusé, disant que c'était un commandement d'infanterie, et qu'il fallait laisser chacun dans son armé.

Comme je vous l'ai dit, je pars demain pour une reconnaissance avec de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie de montagne. Nous allons dans la sierra, à douze ou quinze lieues d'ici, à la recherche de Rojas. Il est certain que nous ne le rencontrerons pas, car ces courses, au lieu d'être faites la nuit dans le plus grand secret, sont ordonnées un ou deux jours à l'avance, et rien ne se passe ici sans que Rojas en soit informé.

Nous en serons quittes pour nos peines et pour changer encore une fois la peau de notre visage.

H. L.

XLVI

Guadalajara, le 1^{er} mai 1864.

Dans ma dernière lettre, je vous ai quittés pour courir après les brigands. Malgré le secret qui avait été gardé sur notre expédition, les guerillas en avaient connaissance, sans savoir toutefois de quel côté nous nous dirigions. Pour ne pas être surprises, elles avaient placé des hommes en observation sur tous les points élevés et les clochers; de sorte qu'aussitôt notre apparition dans la plaine, toutes les bandes se sont dispersées dans la montagne.

Le lendemain, pour leur prouver que nous pouvons passer partout où ils passent, nous nous sommes engagés dans la sierra.

Jamais encore je n'avais franchi un si mauvais chemin. Non seulement tout le monde a mis pied à terre, mais encore nous avons été obligés de lâcher nos chevaux, les laissant livrés à leur propre instinct, pour sauter comme des chèvres d'une roche sur une autre.

Cette seconde journée de dix lieues à travers la montagne s'est terminée sans accident, mais non sans fatigue.

Nous avons couché dans une hacienda que les guerillas avaient abandonnée aussitôt qu'elles ont vu notre mouvement sur la montagne. Cette hacienda est dans une gorge magnifique, bordée de montagnes à pic; celles de gauche forment la ceinture ouest de la grande lagune de Chapala.

Le soir, nous avons aperçu sur ces montagnes des feux de signaux, et nous avons appris, par les gens de l'hacienda, qu'une bande s'y était retirée à notre arrivée.

Dans l'espoir de les surprendre, je suis parti le lendemain matin à quatre heures avec une compagnie de chasseurs; nous avons atteint le sommet au petit jour, mais il n'y avait plus personne.

Le soleil en se levant nous a indemnisés de la peine que nous avons prise. La lagune a vingt-cinq ou trente lieues de long, exactement dans la direction de l'est à l'ouest; comme nous étions à l'extrémité ouest, nous avons vu le soleil s'élever lentement derrière les montagnes, et tout d'un coup

apparaître, nous aveuglant par les rayons qu'il nous envoyait directement, et par ceux que réfléchissait l'eau de la lagune.

Nous avons été obligés d'attendre une heure pour laisser le soleil s'élever, et voir alors toute cette immense lagune renfermée entre des montagnes à pic, comme entre des murs construits de main d'hommes.

Après avoir joui de cet admirable spectacle, nous sommes redescendus à l'hacienda, et après déjeuner, nous nous sommes remis en marche.

Nous avons battu la plaine qui est à l'est de Guadalajara, et nous sommes rentrés après huit jours d'absence sans avoir pu atteindre un seul brigand. Cependant notre expédition a eu un certain résultat, celui de refouler sur l'armée d'Uraga trois bandes commandées par des chefs d'une cruauté effrayante.

Uraga s'en servait comme éclaireurs de son armée : était-il mécontent de leurs services, ou honteux de faire cause commune avec de tels hommes ? veut-il préparer sa soumission à Maximilien ?... Je ne sais ; mais il vient de faire fusiller ces trois scélérats.

L'un d'eux, quatre jours avant notre arrivée, était entré dans un joli petit village nommé Casititlan, situé sur le bord d'un lac charmant. Trouvant qu'on ne se pressait pas assez de lui apporter la contribution qu'il frappait sur ce village, il a fait massacrer vingt-huit hommes, et a emmené toutes les jolies filles et les jolies femmes.

Ces sortes de choses sont très communes en ce pays.

Hier on a découvert ici une conspiration qui, dit-on, aurait pour but d'assassiner les officiers français, et, à la faveur du désordre, de s'emparer du Pénitencier, qui est notre réduit ou citadelle. Après avoir fait d'abord beaucoup de bruit, cette affaire paraît avoir maintenant peu d'importance ; cependant on a arrêté huit personnes parmi les plus notables de la ville.

A l'heure qu'il est, nous ne croyons pas encore à l'arrivée de Maximilien, et surtout à son emprunt. Une partie de l'armée pourra-t-elle rentrer l'hiver prochain ? Nous en doutons. Quant à moi, je ferai en sorte de quitter Vera-Cruz au mois de mars au plus tard. En attendant cet instant encore si éloigné, je vous embrasse de tout mon cœur.

H. L.

XLVII

Guadalajara, le 18 mai 1864.

.....
Malheureusement tous ces projets sont soumis à cette interminable guerre. Plus nous allons et plus nous voyons les difficultés qui existent partout. L'incertitude dans laquelle on se trouve au sujet de l'arrivée de Maximilien, la menace du Congrès

américain, tout cela réuni fait que personne ne veut s'avancer ni se compromettre.

D'un autre côté, le peu de succès de l'emprunt tenté par Maximilien n'est pas fait pour inspirer confiance, car tout le monde sait que pendant deux ans au moins, le gouvernement doit marcher avec l'argent étranger, vu l'impossibilité où il va être de recueillir, avant ce temps, des impôts suffisants.

Il est bien à craindre que cette malheureuse guerre ne soit aussi funeste pour la France que l'a été autrefois la guerre d'Espagne. En envisageant la question sous le meilleur aspect, c'est-à-dire en supposant que Maximilien se décide à venir, non seulement, comme je vous l'ai dit, il ne viendra pas avec assez d'argent, mais il ne trouvera rien d'organisé. C'est en ce moment surtout que sont justifiés mes regrets de voir prodiguer l'argent à cette triste armée mexicaine, sans nous occuper de son organisation.

Le sieur Facio, le chef d'état-major de Marquez, dont je crois vous avoir déjà parlé dans mes précédentes lettres, a tellement volé dans les marchés d'habillement qu'il a passés, qu'il a fallu, pour donner satisfaction à l'opinion publique, le traduire devant un conseil de guerre français, avec son ami Peña, intendant de l'armée mexicaine. Le jugement n'est pas encore rendu, mais d'après les débats qui sont accablants, il n'y a pas de doute qu'ils ne soient condamnés.

Maximilien, à son arrivée, sera peu satisfait, en voyant l'armée que nous lui avons formée, inscrite à notre budget pour une somme aussi forte. Il n'aura

pas besoin d'y regarder à deux fois pour être sûr qu'il ne peut fonder aucun appui sur cette armée, et il ne consentira jamais à ce qu'on renvoie un seul homme de l'armée française, d'autant plus que cette fameuse légion étrangère ne marche pas du tout. On a nommé les cadres, mais on ne trouve pas de soldats.

De cet état de choses, il résultera naturellement que la France continuera à avancer de l'argent au Mexique et à y laisser son armée.

A la fin de l'année, il y aura encore une dette flottante énorme, et le gouvernement sera de nouveau obligé de demander aux Chambres la consolidation d'une partie de cette dette.

A cette demande, l'opposition, qui a déjà mené grand bruit dernièrement, redoublera ses plaintes. Elle se sentira d'autant plus forte que les faits lui donnent raison, et elle entraînera les députés hésitants qui partageaient son opinion à la séance dernière, mais qui n'avaient point voulu émettre un vote hostile au gouvernement.

Pour nous qui sommes ici, qui voyons de près dans quelle impasse s'est fourrée la France, la question paraît encore plus sombre que pour vous. Tous, tant que nous sommes, nous sommes dégoûtés de cette guerre si onéreuse pour notre pays, et qui peut l'entraîner dans une voie si fatale.

Il est probable que l'empereur, en faisant cette guerre, avait une grande pensée : mais ce n'était pas le moment de l'appliquer ; le terrain n'a pas été bien préparé : des agents indignes de sa confiance l'ont trompé sur tous les points.

Et puis il y avait en Europe trop de complications pour tenter une pareille aventure.

Que les États-Unis mettent leur menace à exécution, nous verrons bientôt l'Angleterre se tourner contre nous dans l'espoir de détruire cette marine française qui lui porte si fort ombrage.

J'espère que toutes ces raisons frappent aussi le gouvernement, et qu'il fera des efforts pour sortir, d'ici à l'hiver prochain, de la fausse position dans laquelle il s'est placé, et que, pour cette époque, on fera rentrer une partie des troupes. Si au contraire, au mois de février ou de mars, je vois que nous ne sommes pas plus avancés que maintenant, alors je demanderai à rentrer; mais je suis décidé à rester jusqu'à ce moment.

En attendant, nous continuons à faire la chasse aux bandits; une de nos colonnes mobiles vient encore de remporter un beau succès. Les débris de la bande que nous avons battue à Teocaltiche s'étaient joints à d'autres bandes et occupaient la petite ville de Nochistlan, située à dix lieues au nord de Teocaltiche; ils y étaient fortement retranchés.

Notre colonne a attaqué la position avec son entrain ordinaire; les bandits ont à peine défendu les barricades et se sont retirés dans l'église; on en a enfoncé la porte, et, à la baïonnette, on a tué tout ce qui s'y trouvait.

Le lendemain, on enterrait deux cent trente cadavres. De notre côté, nous avons eu quatre hommes tués et vingt-cinq blessés.

Il est regrettable que je n'aie pu assister à cette

belle affaire; mais ce n'était pas mon tour de marcher, et c'est le commandant de l'état-major qui y a été envoyé pour faire les fonctions de chef d'état-major.

H. L.

XLVIII

Guadalajara, le 1^{er} juin 1864.

Maximilien arrive enfin! Malgré ses longs retards, la partie est encore très belle pour lui, s'il sait la jouer. Si, comme les journaux l'annoncent, il est vrai qu'il amène avec lui six mille Autrichiens et deux mille Belges, tout porte à croire que la moitié de l'armée pourra rentrer cette année, et qu'après avoir formé le corps d'occupation on embarquera le reste des troupes vers le mois de mars ou d'avril.

Heureusement nous sommes les premiers à rentrer, et j'espère bien vous apporter vos étrennes, et vous embrasser pour le 1^{er} janvier. Si tous mes vœux se réalisent, nous aurons bien vite oublié tous nos ennuis pour n'être qu'au bonheur de nous revoir.

Maintenant que j'ai devant moi cette espérance, je vais prendre le temps beaucoup plus patiemment, d'autant plus que dans trois mois nous allons sûre-

ment nous remettre en marche pour achever la pacification du pays, et qu'ainsi, au milieu des distractions et des fatigues de la route, le temps s'écoulera plus vite.

Il fait une chaleur accablante, d'autant plus insupportable qu'il y a toujours de l'électricité dans l'air. Malgré toutes les précautions que nous prenons pour nous garer de la chaleur dans nos chambres, le thermomètre varie de trente-six à quarante degrés. Je vais être terriblement frileux en rentrant en France.

Décidément, il n'y a ici que trois espèces de lézards, le petit gris qui abonde, le gros dont je vous ai parlé, et le crocodile. Je suis fort embarrassé, ne sachant lequel des trois désire mon père; cependant j'espère que ce ne sera pas le dernier.

Je vous embrasse, et me rappelle au souvenir de nos parents et amis.

H. L.

XLIX

Guadalajara, le 1^{er} juin 1864.

A Madame Cornu.

MADAME,

Je reçois à l'instant une lettre de ma sœur qui me fait part de la démarche que vous voulez bien encore tenter en ma faveur.

Bien que le courrier de France parte ce soir, et que je n'aie que quelques minutes à moi, je veux vous les consacrer pour vous remercier de cette nouvelle preuve de l'affection que vous portez à la sœur et au frère, et à laquelle vous nous avez tous deux habitués depuis si longtemps.

Avec les mémoires de proposition dont j'ai été l'objet, mon ancienneté et mes états de service, j'espère que vous réussirez dans votre démarche. Mais si par hasard elle était infructueuse, croyez bien que j'en saurais prendre mon parti, et qu'il n'y a point à craindre qu'un nouveau déboire porte atteinte à mon dévouement à mon pays.

Maximilien va enfin arriver; nous l'attendons avec impatience, et nous sommes anxieux de savoir